

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

20<sup>ème</sup> année - N° 3476 - Mercredi 18 Septembre 2019 - Prix : 200 Fc

ELECTIONS LÉGISLATIVES

## Le président a promulgué la loi d'habilitation



## RENTÉE SCOLAIRE 2019-20

## Une vraie-fausse rentrée scolaire à Anjouan

Le calendrier de la rentrée scolaire ouvre le grand débat entre syndicalistes et autorités. Pour le proviseur du lycée de Mutsamudu, la rentrée est faite ce lundi 16 ; tout en respectant le calendrier établi par le ministère. Le corps syndical parle un autre langage qui n'est proche de la réalité (rentrée). Dans tout ça, les enseignants ont presque récupéré leurs emplois du temps.

"Ce matin lundi 16 septembre a eu lieu au lycée de Mutsamudu la rentrée scolaire au titre de l'année 2019-2020. Mon équipe et moi remercions tous les enseignants qui ont répondu présents à cette rentrée, montrant ainsi une volonté manifeste de servir la nation». C'est par ces mots que le proviseur du Lycée de



Enseignants en reunion

Mutsamudu s'est exprimé sur sa page Facebook. Elarysse Mohamed alias Amri Mitterrand parle haut et fort d'une rentrée réussie. «La ren-

trée est bien faite. Le 19 Septembre prochain, ça sera le tour de la rentrée des élèves », dit-il.

La Gazette des Comores a

essayé de joindre Bacar Dossar, une des grosses pointures syndicales à Anjouan, mais il restait injoignable. Le corps syndical préfère le silence pour s'exprimer. «On n'a rien à dire ! L'administration est au courant de tout. Elle sait ce qu'elle doit faire » indique une source syndicale qui a laissé croire qu'une conférence de presse sera tenue dans la semaine pour mettre les points sur les «i». Selon nos confrères de Comores Magazine, «l'intersyndicale ne tergiverse pas». Ce matin est distribué un document signé par le secrétariat national de l'intersyndicale montrant les réclamations des enseignants parmi lesquelles le libre choix de la banque pour percevoir leur salaire.

Comme il est annoncé que la rentrée scolaire 19-20 devrait avoir lieu ce lundi 16, il semble que le

corps syndical a pu maintenir les enseignants en grande partie. Ce matin (lundi 16), on constate une morosité dans certains établissements. Ici et là, les enseignants récupèrent leurs emplois du temps en catimini, mais refusent de dire que «l'école est ouverte ou non».

On a compris que la guerre est froide entre l'administration publique et l'intersyndicale. Quant aux chefs des établissements, il s'agit d'une organisation pour une éventuelle rentrée. A quand ? La réponse est mi-figue, mi-raisin. Un enseignant peureux rencontré dans un établissement et interrogé par nos soins, dit sous anonymat que « nous enseignants, avons les oreilles capotées vers l'intersyndicale».

N.J.

## EDUCATION NATIONALE

## Une rentrée des enseignants à Anjouan et Mohéli mais pas Ngazidja

Le ministre de l'Education nationale a annoncé la semaine dernière que la rentrée scolaire allait avoir le 16 septembre dernier. A Mohéli et Anjouan, la rentrée des enseignants s'est faite mais pas à Ngazidja.

Pendant que le ministère de l'éducation nationale appelait à une rentrée scolaire 2019/2020 hier lundi 16 septembre pour les enseignants, l'intersyndicale de agents de l'éducation nationale a déclenché une grève illimitée jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Entre temps, le ministre de l'Education nationale a reçu les chefs des établissements samedi dernier et ils ont convenu d'ouvrir les établissements le lundi 16 septembre. Joint au téléphone, le chargé de la communication du ministère de l'éducation nationale parle d'une timide rentrée. « La rentrée des élèves va se faire le 19 septembre prochain et nous, nous avons envoyé les

affectations dans les différentes CIPR (circonscription pédagogique régionale)», indique Nadjmdine Moustakim. Ce dernier a montré qu'actuellement les négociations se poursuivent entre l'intersyndicale et le Ministre et espère qu'elles aboutiront à des solutions dans les prochains jours pour dénouer la crise. « Nous espérons que d'ici le 19 septembre, une solution sera trouvée

pour que la rentrée se fasse dans les meilleures conditions », poursuit-il.

Le chargé de communication du ministère de l'éducation a montré aussi que l'intersyndicale insiste sur le dialogue social. Sur ce point, le ministère y travaille. « On se heurte à un problème de temps. Les ministres n'arrivent pas à se retrouver pour discuter sur ce point », dit-il, avant d'ajouter que « de notre côté,

nous continuons de travailler afin de réunir toutes les parties prenantes ». Sur cette rentrée effectuée lundi dernier, le ministère de l'éducation nationale a annoncé que la rentrée des enseignants s'est faite à 80% à Anjouan et à 76% à Mohéli. Toutefois, elle n'a pas communiqué un chiffre pour Ngazidja.

Ibnou M. Abdou

## Numéros utiles

## Police

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

## Gendarmerie

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

## Immigration

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Mohéli: 772 01 37

## Aéroport

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Mohéli: 772 03 71

## Port maritime

Moroni: 773 00 08  
Mohéli: 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

## Hopitaux

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

## Banques

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 764 43 00  
Meck: 773 36 40

## MAMWE

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18

**Salama**

VOUS AUSSI, ADHÉREZ GRATUITEMENT À NOTRE PROGRAMME DE FIDÉLITÉ

ET PROFITEZ D'AVANTAGES EXCLUSIFS !  
(excédents bagages, billets gratuits, cadeaux, etc.)

Plus d'infos dans la rubrique "Salama" sur

AB Aviation

[www.flyabaviation.com](http://www.flyabaviation.com)

## ELECTIONS LÉGISLATIVES

## Le président a promulgué la loi d'habilitation

**U**rgence. L'exécutif a argué l'urgence pour contourner l'adoption par le parlement des textes relatifs (code électoral et découpage électoral) aux élections législatives qui devraient avoir lieu en janvier prochain. Il a fallu deux semaines après l'adoption controversée de la loi d'habilitation, pour que le président de la république la

promulgue enfin. Comme à son habitude, avant un départ à l'étranger (Azali Assoumani se trouve en Tanzanie depuis le 16 septembre selon Beit-Salam). L'information a été confirmée par le porte-parole du gouvernement, Houmed Msaidie, joint au téléphone par La Gazette des Comores.

Maintenant que le chef de l'Etat

a promulgué le texte, il faudra attendre qu'il prenne les ordonnances y relatives. La chose est fastidieuse, selon un juriste. Leur rédaction risque de prendre beaucoup de temps, que tous les juristes du Palais s'y mettent pour élaborer toutes les règles. « C'est un travail très technique, quand ce sera fait, elles seront signées et publiées, les

ordonnances rentreront en vigueur et auront la valeur d'un acte réglementaire classique, comme un décret ». Il faudra attendre une année, quand elles seront ratifiées pour qu'elles aient la valeur d'une loi.

Toujours selon notre interlocuteur, « s'il est vrai que la loi d'habilitation a été promulguée, cela veut dire que la Cour suprême pourra

statuer sur les requêtes en inconstitutionnalité qui y ont été introduites la semaine dernière ». Pour que la haute juridiction puisse le faire, il faut que la loi soit promulguée au préalable. Il est fort probable que l'arrêt soit rendu en fin de semaine.

Fsy

## JOURNÉE MONDIALE DE LA SÉCURITÉ DES PATIENTS

## Sécurité des patients, une priorité mondiale dans le domaine de la santé

*La journée mondiale de la sécurité des patients a eu lieu hier 17 septembre à Moroni. « La Sécurité des patients » est le thème choisi pour célébrer cette journée. Selon des données de l'OMS, 4 patients sur 10 subissent des préjudices dans les structures de soins de santé primaire ou de soins ambulatoires.*

**L**a première édition de la journée mondiale de la sécurité des patients, a été célébrée hier 17 septembre dans le monde entier. L'Union des Comores, a aussi saisi l'occasion pour célébrer cette journée qui marque l'importance de la sécurité des malades, devenue une priorité mondiale pour la santé. « La sécurité des patients est une composante essentielle des soins de santé qui requiert une attention immédiate. La journée mondiale de la sécurité des patients rassemble toutes les

parties prenantes clés et promet aux prestataires, aux demandeurs et aux gestionnaires des services de soins de santé d'exprimer leur solidarité et leur engagement à rendre les soins de santé plus sûrs, le principe fondamental étant de ne pas nuire », indique Dr Diarra Abdoulaye, le Représentant par intérim de l'OMS aux Comores.

Par définition, la sécurité des patients est le manque de préjudices évitables causés à un patient et la réduction à un minimum acceptable du risque de préjudices inutiles associés aux soins de santé. Le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique reconnaît toute l'importance que revêt la sécurité des patients et veille à ce que cette sécurité occupe toute la place qui lui revient dans les soins de santé à travers la région. « L'OMS est disposée à prêter son assistance aux pays non seulement pour déterminer l'état de la santé des patients, mais éga-

lement pour que les pays puissent élaborer et mettre en œuvre les politiques, des directives et des protocoles nationaux destinés à améliorer la sécurité des patients, et pour faciliter l'édification de réseaux et de partenariats axés sur la sécurité des patients », lance-t-il avant d'ajouter « j'exhorte toutes les parties prenantes à prendre des engagements fermes, à définir les priorités et à prendre rapidement des mesures, puis à accompagner la mise en œuvre des stratégies axées sur la sécurité des patients, la gestion des risques et l'instauration d'une culture du soutien et de l'apprentissage ».

Le gouvernement à travers la ministre de la santé, se dit conscient des défis en termes de besoins en santé, en éducation, en sécurité alimentaire et les plus hautes autorités du pays ont pris la mesure de la situation. Pour Loub Yakouti, ces mesures figurent



Journée de la sécurité des patients.

dans la stratégie nationale de développement baptisée SCA2D et reprises dans le plan national d'urgence en cours d'élaboration. « Le thème retenu cette année invite toutes les parties prenantes à accorder une priorité élevée à la sécurité des patients. Personne ne devrait subir des

préjudices des soins. Pourtant, chaque jour dans le monde, des milliers de patients souffrent d'effets indésirables évitables en recevant des soins », avance-t-elle. Selon les données de l'OMS, 4 patients sur 10 subissent des préjudices dans les structures de soins de

santé primaire ou de soins ambulatoires. « Le gouvernement de l'Union des Comores à travers le ministère de la santé s'est engagé dans plusieurs réformes et chantiers visant à améliorer la sécurité des patients », conclut-elle.

Nassuf Ben Amad

## RENTRÉE SCOLAIRE 2019/2020

## Après la grève, les enseignants en sit-in ce matin au Lycée de Moroni

*A l'issue de deux grandes réunions extraordinaires tenues hier à l'école primaire M'boueni, les enseignants qui campent toujours sur leur position prévoient d'organiser un sit-in ce mercredi matin au lycée Saïd Mohamed Cheikh de Moroni. Ils décident de désertir les classes tant qu'il n'y aurait pas ouverture d'un dialogue social, qui selon eux devrait avoir eu lieu entre l'intersyndicale, d'une part et le gouvernement d'autre part.*

**L**es enseignants ont déclenché une grève illimitée depuis lundi dernier. Et malgré la rentrée boycottée des enseignants annoncée par le ministère de l'éducation nationale dès le 16 septembre dernier, l'intersyndicale des agents de l'éducation nationale campent toujours sur leur position. Une décision issue de deux rencontres. «

Sans dialogue social, il n'y aura pas une rentrée 2019/2020 », lance le porte-parole de l'intersyndicale, Fundi Dada. Joint au téléphone par La Gazette des Comores, ce dernier

affirme que 215 sur les 286 chefs d'établissements scolaires publics (primaire, collège et lycée), ont répondu l'appel mais aussi 89% des chefs locaux. « L'objectif de ces ren-

contres est de les informer et surtout les sensibiliser sur les décisions prises à l'unanimité en assemblée générale tenue au foyer des femmes de Moroni », indique le porte-parole

de l'intersyndicale. Ce dernier a annoncé qu'un sit-in est prévu ce mercredi. « Nous avons profité de l'occasion pour les inviter à prendre en masse au sit-in qui aura lieu demain ce mercredi matin à partir de 9h », ajoute-t-il

Au cours de ces deux rencontres, le secrétaire général de l'intersyndicale a fait le point sur la situation. Moussa Mfoungoulie précise que « la journée du lundi 16 septembre était une journée de fête puisque sur plus de 95% du territoire national, la grève a été suivie ». L'intersyndicale exhorte le gouvernement d'accepter le dialogue. « C'est la seule porte de sortie pour dénouer cette crise. Puisque, nous savons très bien que nos revendications ne seront pas toutes satisfaites en un laps de temps, mais avec les négociations, on y arrivera progressivement », conclut-il.

Ibnou M. Abdou



## PLANIFICATION

# Revue de finalisation du Plan d'Investissements Agricoles

*Dans le cadre de la finalisation du Plan National d'Investissements Agricoles et de la Sécurité Alimentaire (Pnia) et faisant suite aux différentes rencontres, une réunion élargie de revue de ce document, s'est tenue hier mardi au ministère de l'Agriculture, sous la présidence du directeur général de la Direction Nationale des Stratégies Agricoles et de l'Élevage, M. Manssour Ahmed.*

Le Plan National d'Investissements Agricoles et de la Sécurité Alimentaire (PNIA-SA) est un document stratégique et programmatique de l'Etat comorien, élaboré de concert avec toutes ses forces vives, de définition de sa vision et des orientations stratégiques et des mesures prioritaires y compris les investissements pour faire du développement agricole la base d'une économie émergente, entraînant l'amélioration de revenus et de la nutrition de toute la population. Si l'Etat comorien dispose de nombreux documents de politiques et stratégies qui définissent sa vision et ses ambitions pour l'agriculture et les secteurs qui y sont liés.

C'est un instrument de gestion de la planification des investissements

dans le secteur agricole sur une période de 5 ans. Pour y parvenir, la vision du Gouvernement pour le secteur agricole est de stimuler une croissance agricole durable et inclusive dudit secteur.

Le PNIA est une recherche de cohérence, et d'efficacité de la coordination des interventions et investissements des acteurs pour le développement du secteur agricole, la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il est aussi, un outil de mise en œuvre et de suivi des engagements de l'Etat intégrant la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable ainsi que le Cadre de Programmation des Comores pour le secteur agricole aux processus sous régionaux, et globaux.

La revue avait comme objectifs de vérifier l'intégration, dans le document du PNIA, des commentaires émises lors de l'atelier national de validation des piliers, des domaines d'intervention et des outils de mise en œuvre, de vérifier l'intégration, dans le document du PNIA des commentaires émises lors des réunions techniques tenues par le comité du MAPE, de mettre et intégrer d'autres recommandations qui seraient pertinentes et de vérifier que le budget du PNIA a pris en compte les propositions faites par



Revue du Pnia.

le comité technique du MAPE.

Pour rappel, le secteur primaire portant sur l'Agriculture emploie près de 3/4 de la population active et ne contribue qu'à hauteur de 33% du PIB selon le Centre de commerce international. En effet, ce secteur est peu productif et est essentiellement orienté vers l'autoconsommation. L'Agriculture est caractérisée

par de petites exploitations familiales où l'utilisation d'intrants améliorés et de techniques modernes sont très peu employés. Toutefois, ce secteur fournit l'essentiel des revenus de l'exportation et nécessite donc qu'il soit appuyé et mieux organisé.

C'est dans ce cadre, que le Gouvernement a, avec l'assistance

technique et financière de la FAO, du FIDA à travers le projet PRE-FER et de la Banque Mondiale, lancé son processus d'élaboration de son premier Plan National d'Investissements Agricoles et de la Sécurité Alimentaire en décembre 2018.

Mmagaza

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

### ECOLE FRANCAISE HENRI MATISSE à MORONI(EFHM)

#### REF : "AO EFHM 2019-01 -Service de Restauration-Cantine"

L'Ecole Française est dotée, au sein de l'établissement, d'un service de restauration-cantinescolaire destiné aux collégiens, lycéens et personnels enseignants essentiellement. L'Ecole Française lance un appel à concurrence pour la renouveler la sélection d'un prestataire externe chargé de ce service.

Les soumissionnaires expérimentés et intéressés sont priés de bien vouloir s'adresser auprès de l'intendance de l'Ecole Française pour retirer le dossier complet (incluant notamment cahier des charges/ formulaires / prérequis demandés). Ce dossier peut-être communiqué par E-mail.

#### LES OFFRES DEVRONT PARVENIR AU SECRETARIAT DE L'ECOLE FRANCAISE – EFHM

Au plus tard le **vendredi 18 octobre avant 12h 00 heure locale**. (Sous enveloppe scellée avec la référence et intitulé de l'appel d'offre – récépissé à récupérer).

Les offres ne répondant pas au cahier des charges seront rejetées.

**Contact** : Mme Marie-France Mlanao-intendante - Ecole Française Henri Matisse – Hamramba/ Moroni– Tel +269 7735220 standard / 328 5220 mobile pro –intendance@ecole-matisse.org.

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

### ECOLE FRANCAISE HENRI MATISSE à MORONI(EFHM)

#### REF : "AO 2019-02 EFHM-Gardiennage –Sécurité"

L'Ecole Française à Moroni est doté d'un service de gardiennage-sécurité pour garantir la sécurité des élèves et personnels, ainsi que des biens. L'Ecole Française lance un appel à concurrence pour renouveler la sélection d'un prestataire externe chargé de ce service.

Les soumissionnaires expérimentés et intéressés sont priés de bien vouloir s'adresser auprès de l'intendance de l'Ecole Française pour retirer le dossier complet (incluant notamment cahier des charges/ formulaires / prérequis demandés). Ce dossier peut-être communiqué par E-mail.

#### LES OFFRES DEVRONT PARVENIR A L'ECOLE FRANCAISE – EFHM

Au plus tard le **vendredi 18 octobre avant 12h 00 heure locale**

(Sous enveloppe scellée avec la référence et intitulé de l'appel d'offre – récépissé de réception à récupérer).

Les offres ne répondant pas au cahier des charges seront rejetées.

**Contact** : Mme Marie-France Mlanao -intendante - Ecole Française Henri Matisse – Hamramba / Moroni – Tel +269 7735220 standard / 328 5220 mobile pro –intendance@ecole-matisse.org.

## FOOTBALL : TOURNOI DE RAPIDE CLUB

## Fraîchement relégué en D3, Rapide club se régénère

En période de pause, les équipes de la capitale, membres de l'Union des Clubs de Moroni, exploitent le stade en vue de bien préparer la saison technico-tactiquement et financièrement. Rapide Club, en chute libre vers la D3, se redynamise en organisant un tournoi de football, directement aux quarts de finale. En levée de rideau, le mardi 17 septembre à Moroni, Ngaya de Mde s'est régalé des Aigles noires de Mohoro (2-0). Il affrontera en demi-finale, le vainqueur entre Enfants des Comores # Onze Pouzzolanes.

aux Aigles noires : (2-0)

Un club organise un tournoi, soit dans l'espoir de collecter une bonne recette pour le financement de la saison à venir, soit pour tester des nouvelles recrues. Rapide club vient de vivre un calvaire. Après une chute libre vers la D3, son effectif est quasi désossé. Neuf éléments titulaires ont cédé à la politique de séduction des clubs prédateurs de D2 et D1. Ces joueurs ont préféré découvrir un autre Championnat et expérimenter une philosophie de jeu différente.

« Nous n'avons pas des joueurs mutés, bien que notre effectif est

très affaibli et perturbé par une dizaine de candidats au départ. Donc, on ne teste personne. On se contente d'un renfort des jeunes, fruits de notre académie, pour préparer la saison. Ce tournoi rentre dans le cadre de la commémoration de la 66e année du club. Un autre gala était au menu, notamment un grand concert. Mais faute de temps pour une bonne préparation, il a été annulé », explique Abou Abdillah, membre du staff technique de Rapide Club de Moroni.

Bm Gondet

Il est de tradition qu'à la fin de chaque championnat, l'Union des Clubs de Moroni laisse à la disposition des équipes membres (basket-ball et football) le stade pour l'organisation des manifestations musicale, sportive, théâtrale, etc. pour le financement des plans d'action de la saison. Rapide Club, fraîchement relégué en D3, se redynamise en exploitant son planning par l'organisateur d'un tournoi de football. Le duel inaugural a opposé en quart de finale, le mardi 17 septembre dernier à Moroni, Ngaya

### Prières aux heures officielles Du 16 au 20 Septembre 2019

Lever du soleil:  
06h 01mn  
Coucher du soleil:  
18h 03mn  
Fajr : 04h 49mn  
Dhouhr : 12h 05mn  
Ansr : 15h 18mn  
Maghrib : 18h 06mn  
Incha : 19h 20mn



**RAPIDE CLUB** **TOURNOI**  
Stade de Moroni

**MORONI 1953** **2019**

**A** mardi 17 / NGAYA Vs AIGLE NOIR

**B** mercredi 18 / Super sonic Vs Enfant des C

**C** Jeudi 19 / Fc Hantsindzi Vs Kaz Club

**D** Vendredi 20 / UsZ Vs Amitié

**Samedi 21 / 09/2019** V<sub>E</sub> V<sub>A</sub> ≠ V<sub>B</sub>

**Dimanche 22 / 09/2019** V<sub>F</sub> V<sub>C</sub> ≠ V<sub>D</sub>

**FINALE**

**Mercredi 25 / 09/2019** V<sub>E</sub> ≠ V<sub>F</sub>



### BUREAU DE LA REPRESENTATION DE L'OMS EN UNION DES COMORES

Tel: (269) 7730036 – 7731495 –

BP 435 – Moroni - Email : [afwcokmofficial@who.int](mailto:afwcokmofficial@who.int)

### Avis de Recrutement au poste de consultant pour mener des activités de surveillance épidémiologique au niveau communautaire

#### CONTEXTE

Suite au passage du cyclone Kenneth en avril 2019 aux Comores, l'OMS a obtenu du Fonds Central des Nations Unies pour les Urgences (CERF) un don pour mettre en œuvre les activités planifiées dans la réponse du secteur de la santé.

De ce fait, l'OMS se propose d'appuyer le Ministère de la Santé à la mise en œuvre d'une stratégie avancée en utilisant une partie des fonds CERF pour répondre aux besoins des districts.

Pour réaliser cette activité, le ministère envisage le recrutement d'agents de surveillance avec le soutien de l'OMS pour le suivi épidémiologique des maladies sous surveillance au niveau des districts de santé pour une durée de deux (02) mois

#### GENERALITES

- Exigence du poste : Être de nationalité comorienne ;
- Etre libre de tout engagement professionnel ;
- Lieu d'affectation : Direction régionale de la santé.
- Type de contrat : SSA-Special Service Agreement

#### QUALIFICATION REQUISES ET EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

##### a- Qualifications Requisites

- Bac+3 au minimum
- Justifié d'au moins 2 ans d'expérience dans le domaine de la surveillance ;
- Avoir des connaissances sur le fonctionnement de l'OMS.

##### b- Expérience Professionnel

- Avoir des compétences en surveillance épidémiologique des maladies
- Avoir des connaissances des indicateurs de performance de la surveillance épidémiologique des MEV ;
- Avoir une bonne connaissance des logiciels de gestion des données épidémiologiques ;
- Avoir une bonne connaissance du système de santé du pays ;
- Avoir une grande capacité d'analyse sur les problèmes de santé
- Avoir la capacité de produire des éléments d'aide à la décision ;
- Avoir une bonne capacité rédactionnelle ;
- Avoir les capacités de travailler sous pression et à respecter les délais impartis dans l'accomplissement des tâches ;

#### I- PIECES A FOURNIR

- Lettre de motivation ;
- Curriculum vitae ;
- Copies des diplômes ;
- Attestation de travail ;

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence au Bureau de l'OMS.

Les candidatures seront déposées à l'adresse suivante : **Bureau de l'OMS / Maison des Nations-Unies Quartier Hamramba-Moroni** ou par email à l'adresse en précisant l'objet de l'email : [afwcokmofficial@who.int](mailto:afwcokmofficial@who.int)

La date limite de dépôt des candidatures est : 27 septembre 2019 à 10h30mn

## TÉLÉCOMMUNICATION

## Préserver les institutions et les sociétés contre les cyber attaques

Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie nationale de Cyber-sécurité, le projet RCIP4 financé par la Banque mondiale, a organisé à travers l'Agence Nationale de Développement du Numérique (ANADEN) lundi 16 septembre, une réunion d'échange sur la Stratégie nationale de la Cybersécurité (SNCS). Cette stratégie a pour but de lutter contre les cyber attaques criminelles au sein des institutions et des sociétés qui ont des systèmes informatiques.

Les cyber attaques ou la cyber criminalité est l'un des sujets qui préoccupent le monde entier. Tous les pays cherchent à préserver leurs institutions, les sociétés et tous les organes contre ces types d'attaques. C'est dans ce contexte que le gouvernement comorien à travers le projet RCIP4, a fait appel aux experts tunisiens du GTC (Global Training Consulting Services) pour faire des études au sein des institutions, sociétés et organismes afin de mettre en place une stratégie de cybersécurité.

« L'objectif de cette réunion avec les membres présents du sec-

teur numérique, est d'échanger sur le système que nous voulons mettre en place dont la stratégie de cyber-sécurité. Nous voulons montrer l'importance de cette mesure de sécurité contre les cybers attaques ou criminels. C'est la raison pour laquelle, nous avons appelé nos collègues experts de Tunisie pour exposer leurs travaux, comme ce sont eux qui sont chargés de l'étude », a fait savoir Ibrahim Mze Mohamed, le coordonnateur du projet RCIP4. Ce dernier estime que le numérique a pris les devants, il faut donc être à la hauteur de toute éventualité. « L'avantage de cette stratégie, c'est que toutes les données des institutions publiques et privées, et les sociétés seront en sécurité en cas de cyber attaque criminelle. Pour cela, ces experts vont travailler avec l'ANADEN, en se rendant dans les institutions et sociétés, pour identifier les besoins. Une fois que l'étude sera achevée, ils vont restituer le projet au gouvernement », indique-t-il.

De leur côté, les experts tunisiens ont tenu à démontrer l'importance de la stratégie dans un monde où les infrastructures de la communication ont pris le dessus. « Plus on



Atelier sur la cyber sécurité

numérise les services, plus cela facilite la vie aux acteurs de l'écosystème, aux citoyens, aux administrations. Mais aussi, on n'est plus exposé aux risques d'insécurité, qui proviennent de l'écosystème national et international. Et pour y faire face, il faut d'abord diagnostiquer les risques et nous en sommes à ce

stade aujourd'hui », explique Dr Mohamed Hamdi chef des opérations de GTC consulting.

Les experts vont prendre contact avec les parties prenantes, enchaîner des entretiens avec les acteurs clés, pour avoir une cartographie des risques présents. « Une fois qu'on aura cette cartographie,

on va avoir une idée plus claire sur les objectifs stratégiques de notre mission. Ensuite on va proposer des mesures concrètes, avec un plan d'actions, et mise en place d'une cellule de veille en matière de sécurité », conclut-il.

Nassuf Ben Amad

## UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'AGRICULTURE,  
DE LA PÊCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION GÉNÉRALE DES RESSOURCES HALIÉUTIQUES (DGRH)

PREMIER PROJET DE GOUVERNANCE DES PÊCHES ET CROISSANCE PARTAGÉE DU SUD-OUEST DE L'Océan Indien (SWIOFISH1)

SÉLECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE  
SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

Pour le Recrutement d'un consultant individuel sur l'étude, contrôle, supervision et réception des travaux de réhabilitation et aménagement des points de réception et vente de produits de pêches en union des Comores

Date de l'avis : 09 Septembre 2019

L'Union des Comores a reçu un don de l'Association Internationale de Développement et du Fond Mondial pour le Développement pour financer le coût du Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce fond pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : sélection d'un consultant individuel sur l'étude, contrôle, supervision et réception des travaux de réhabilitation et aménagement des points de réception et vente de produits de pêches en union des Comores

## 1 Objectif de la mission

La mission a pour objectif, de réaliser, les études techniques (APS et APD), la préparation des DAO, la supervision, le contrôle et le suivi de l'exécution des travaux relatif à la réhabilitation et/ou aménagement des sites de débarquement (points de réception de poissons) et des points de vente des poissons en Union des Comores.

## 2 Description des Tâches :

Sous la supervision de la DGRH le consultant, aura comme tâches, entre autres :

**Phase 1:** Réalisation des études techniques APS/APD, préparation des dossiers d'appel d'offre (DAO).

Etude d'Avant-Projet Sommaire (APS) comprenant  
Etude d'Avant-Projet Détaillé (après approbation de l'APS par la DGRH

**Phase 2 (conditionnelle).**

- Elle comprend :  
- La supervision, le contrôle, la surveillance et le suivi de l'exécution des travaux relatifs à la construction des infrastructures ;  
- La réception des travaux de construction ;  
- L'élaboration d'un manuel de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages réalisés et  
- Assistance technique aux responsables de l'exploitation sur la gestion, maintenance et entretien: Supervision, le contrôle et le suivi de l'exécution des travaux

**3 Durée de la mission**

Le consultant exécutera la mission sur

une durée totale de 60 jours.

**4 Profil du candidat :**

Le Consultant devra disposer les qualifications minimales suivantes :

- Ingénieur en BTP ou architecte ayant au minimum le niveau d'ingénieur technicien ayant une expérience minimale de 05 ans dans le même domaine avec au moins Trois références dans les études et contrôle des travaux de bâtiments ;  
- Avoir des connaissances de base sur la réglementation en matière de sécurité sanitaire des produits de pêches et plus précisément des connaissances en hygiène des aliments;

5 Le Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives : **Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Janvier 2011 et révisées en juillet 2014.**

6 Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de références complets à

l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au samedi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes.

7 Les manifestations d'intérêt, constituées : **i) d'une lettre de motivation, et ii) d'un Curriculum détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat, iii) d'une copie des diplômes certifiés** doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **lundi 23 Septembre 2019 à 10 heures** à l'attention de Monsieur le Coordonnateur national et portant la mention : recrutement d'un consultant en appui à l'équipe de recherche de la DGRH

**Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien - Direction Générale des Ressources Halieutiques - Moroni - Hamramba- BP : 41 - E-mail : swiofish.comores@gmail.com, Tél : (269) 763 64 22**